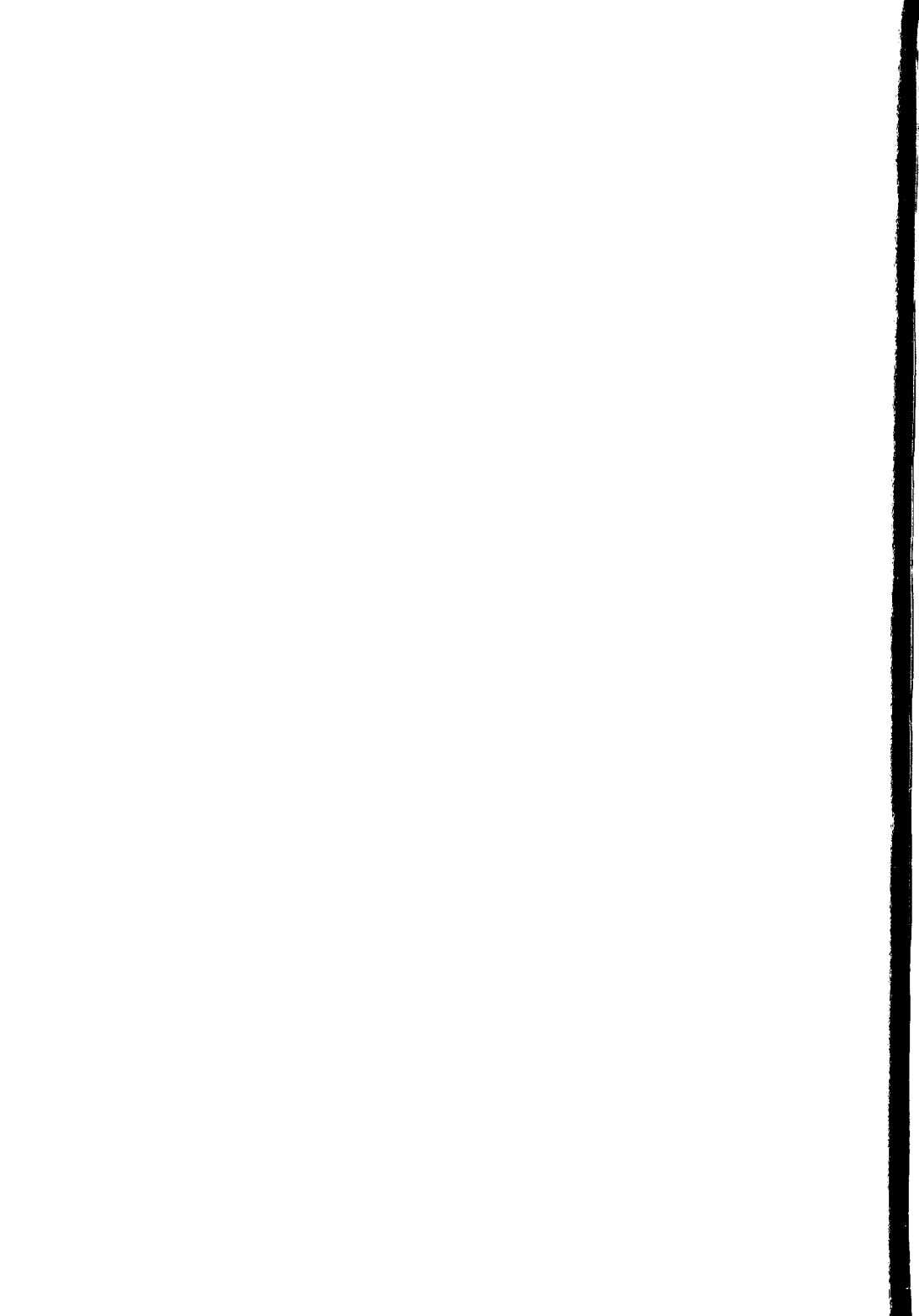


LA
GUERRE





La Guerre

GUERRE ET PENSÉE LIBRE.

Depuis deux ans, une guerre sans précédent historique ravage l'Europe, se poursuit jusqu'en Asie et en Afrique, sur tous les océans et jusque dans les airs. Jamais de tels moyens de destruction n'ont été employés sur une aussi vaste échelle. Jamais aussi l'Etat n'a disposé, dans toutes les nations, de moyens si puissants pour semer le mensonge et l'illusion. Dans tous les pays belligérants, règnent la dictature militaire et le terrorisme aux armées : (tribunaux d'exception, exécutions sommaires, etc., etc.)

Partout s'exerce une censure minutieuse et impitoyable : sur les correspondances, les colis, les communications téléphoniques et télégraphiques, les journaux, les brochures, les livres, les affiches, les réunions et les spectacles. Toute cette organisation du baillon systématique, atteste que la guerre repose sur le mensonge, que seules l'illusion et l'erreur peuvent assurer sa continuité. Royautés constitutionnelles, démocraties parlementaires, empires autocratiques possèdent actuellement le même régime

gent l'obéissance passive et obtiennent l'enthousiasme guerrier, constituent des prétextes. Il n'existe qu'une cause réelle des conflits armés : *Conquérir la propriété sous toutes ses formes, conserver et défendre ce qu'on a pu conquérir au préalable.* Les individus luttent entre eux pour conquérir la propriété individuelle, les corporations luttent entre elles et contre le reste de l'ensemble social afin d'assurer à leurs membres des avantages marqués ; les castes luttent dans le sein de l'Etat pour conquérir le pouvoir et les avantages qui y sont attachés. De même les nations luttent pour conquérir des débouchés, des colonies, la domination des mers, des ports bien situés, etc., etc.

Le système de la concurrence capitaliste, les progrès du machinisme, la surpopulation, entretenant une surproduction intense, qui nécessite la recherche continue de nouveaux débouchés, les ambitions coloniales des requins de la finance et de la métallurgie, dont les intérêts se heurtent et s'opposent d'une façon internationale, comme ils s'opposent et se heurtent souvent dans le cadre des Etats nationaux ; les manœuvres criminelles d'une diplomatie de carrière s'orientant toujours du côté des profits et des honneurs ; l'existence dans chaque nation, d'une caste militaire aussi arrogante et réactionnaire dans les démocraties qu'ailleurs, et dont la guerre constitue la seule raison d'être ; le fait que, *partout* les indi-

vidus et les peuples ne s'appartiennent pas, et sont livrés pieds et poings liés aux caprices de leurs maîtres, par l'existence de la conscription ; tout cela se combine et s'amalgame pour rendre les guerres possibles et mêmes fatales !

Malgré les déclarations des Le Bon, Lombroso, etc., nous invitait à rechercher les causes cosmiques (?) atmosphériques (?) sexuelles (?) ou psychologiques (?) des guerres ; nous ne sommes pas dupes de ces pseudo-savants, valets des classes possédantes, désireux de rechercher dans la lune les responsabilités incombant à ceux dont ils détiennent honneurs et profits. Nous disons avec Liebknecht dans son manifeste de mars 1915 : *Ce désastre n'est pas infligé par l'aveugle fureur des éléments. Il est infligé par l'homme à l'homme.*

Malgré les déclarations religieuses nous présentant la tourmente actuelle comme une expiation infligée par Dieu à ses créatures, malgré les justifications invoquées par la bourgeoisie de chaque pays en guerre, pour rejeter sur celle des pays ennemis toutes les responsabilités ; nous savons qu'en réalité chaque Etat moderne représente une association de multimillionnaires, maîtres des grandes sociétés anonymes, des compagnies de transports et des banques, et que ces consortiums d'exploiteurs concluent des alliances ou brisent celles qui existent selon leurs intérêts. Pour se débarrasser d'un concurrent gênant, ils

ne connaissent pas d'autre solution que l'appel au canon, l'armée étant la gardienne fidèle des comptoirs menacés, l'outil indispensable aux agrandissements et aux conquêtes.

L'Autriche voulait se réserver le marché balkanique convoité par la Russie. L'Allemagne venue trop tard au partage des terres nouvelles voulait « organiser » à son profit la Turquie d'Asie et s'irritait de voir Russes et Anglais se partager la Perse; Serbes et Bulgares désiraient des ports; partout se heurtaient les intérêts opposés dans une Europe hérissée de baïonnettes: panslavisme, pangermanisme, rêve d'une grande Serbie, rêve de Salonique pour l'Autriche, de Constantinople pour la Russie, de la ligne Hambourg-Bagdad pour l'Allemagne, de l'hégémonie italienne sur l'Adriatique, assimilation du Maroc par la France. Et dominant toutes ces aspirations rapaces, le conflit anglo-allemand opposait sur tous les marchés du monde les armateurs de Londres et ceux de Hambourg, les charbonniers de Cardiff et ceux de la Westphalie, les métallurgistes de Birmingham et ceux d'Essen, les produits de la Germanie et ceux de l'Angleterre.

« Tantôt sourd, tantôt aigu, toujours profond et redoutable ».

C'est ainsi que Jaurès qualifiait en 1909, le conflit dressant partout l'un contre l'autre le commerce anglais et le commerce allemand.

Les citations suivantes, puisées dans deux grandes revues capitalistes anglaises montrent toute l'acuité de ce conflit et les espérances nourries par les exportateurs anglais.

Au cours des quinze dernières années, grâce à son système de crédit et de primes d'exportation, le commerce allemand avec l'étranger, en fer, acier et machines, a augmenté de 500 pour 100, contre une augmentation britannique de 50 pour 100. Sans remonter plus loin que 1900, la Grande-Bretagne exportait cette année-là 3.250.000 tonnes de fer et d'acier contre 800.000 tonnes exportées par l'Allemagne. L'an dernier (1913), l'Allemagne a exporté 6.000.000 de tonnes contre nos 5.000.000 de tonnes, et dans la première moitié de la présente année 2.300.000 tonnes contre nos 2.400.008 tonnes. *Ces chiffres montrent combien sérieuse était pour nous la concurrence allemande et les possibilités futures pour notre industrie, quand nous aurons brisé le système de nos rivaux teutons.*

(*Financial Review of Review*, octobre 1914).

Quand nous examinons la situation au point de vue exportations, nous nous rendons compte qu'il vient de se produire un fait extraordinaire au point de vue économique. Nos propres exportations en produits manufacturés en 1912 valaient 385.000.000 livres sterling. Celles de l'Allemagne et de l'Autriche réunies valaient presque autant, 358.000.000 livres sterling. Ainsi, sur les marchés du monde, en comprenant les marchés anglais, la guerre enlève à l'Allemagne et à l'Autriche un commerce d'exportation presque aussi considérable que celui que nous faisons dans une année normale.

Jamais, dans l'histoire du monde, une occasion pareille ne s'est offerte au commerçant britannique.

En sécurité dans son pays, ayant libre accès aux ressources en matériel du monde entier, il se voit offrir les marchés de son plus grand rival. En outre et en même temps il jouit du Libre Echange avec la plus grande partie du monde, et d'une protection absolue sur ses propres marchés et sur tous les autres marchés contre la concurrence austro-allemande.

M. CHIOZZA MONEY,

Membre du Parlement, pour East Northants.
British Trade and The War (Contemporary Review,
octobre 1914.)

Si les intérêts anglais et allemands s'opposaient sur le marché mondial, et ceux de l'Allemagne et de la Russie se heurtaient dans les Balkans et en Turquie ; il est évident aussi que les capitalistes français, furieux d'avoir été contraints par Guillaume II à aller à Algésiras partager les concessions marocaines avec leurs concurrents teutons, et désireux d'étendre en Syrie « notre » domaine colonial, soutenaient depuis dix ans une politique extérieure nettement belliqueuse.

C'est que, deux groupes de nations s'étaient peu à peu constitués, l'un comprenait celles qui se sont partagé le monde colonial, l'autre voulait chasser les anciens conquérants pour s'installer à leur place.

Aussi ne soyons pas surpris de voir monsieur Carl Siger, écrivain « colonial » écrire dans le *Mercure de France* (n° du 15 janvier 1916, page 319) :

Ces ambitions (de l'Allemagne) se heurtent naturellement aux droits et intérêts acquis des autres puissances, des beati possi-

dentes, et naturellement de l'Angleterre. Le pangermanisme excite l'impérialisme anglais. Français troublés dans leur pénétration dite pacifique au Maroc, Belges menacés au Congo par les antennes du traité franco-allemand du 4 novembre 1911, Anglais inquiétés par Kiao-Tchéou en face de Wei-Hai-Wai, par le Homs-Bagdad qui tend au golfe persique, par le territoire allemand de l'Afrique Orientale qui coupe la communication directe entre le Cap et l'Egypte, Portugais qu'on veut exproprier de l'Angola et du Mozambique ; *tous ces anciens colonisateurs frémissent devant le rush des tard-venus.*

Ce que monsieur Carl Siger, partisan de la « plus grande France », appelle les *droits et intérêts acquis*, nous l'appelons droit du brigandage et de la violence. Comme la Force peut délier ce que la Force lie, nous ne pouvons nous indigner si l'Allemagne et ses alliés ont voulu ravir brutalement de riches proies, appartenant à des loups ravisseurs !

Nous pourrions réunir des centaines d'aveux de bourgeois notoires à ce sujet.

M. Houllvigue, intitulé carrément un feuilleton du *Temps* : « l'enjeu de la lutte », (le 8 février 1916). Il y écrit :

Que les braves gens qui se nourrissent de rêveries et se gargarisent d'idéal ne viennent pas nous reprocher d'avoir rapetissé à une question de gros sous, une lutte de races et un conflit de civilisations. *Derrière les grandes phrases et les beaux sentiments, il y a les questions économiques qui commandent aux événements.*

Et il suppute ce que rapportera le retour de l'Alsace-

Lorraine au capital français : le fer de Metz, le pétrole de Pechelbronn, le sel gemme de Dieuze, la potasse de Nonnenbruch. Il réclame aussi le bassin houiller de la Sarre. Quel appétit, digne de celui des annexionnistes allemands !

Malgré ce désir de récupérer l'Alsacc-Lorraine et d'avoir les mains libres en Afrique et au Levant, on peut affirmer qu'il n'a jamais existé de concurrence sérieuse entre le capital allemand et le capital français, celui-ci exportant surtout des produits non fabriqués en général par son voisin d'outre-Rhin, et les exportations et importations françaises en Allemagne s'équilibrant à peu près. Si la France supporte une guerre effroyable, elle le doit surtout à ses alliances : alliance franco-russe, et entente navale anglaise, traités occultes et secrets, dont les clauses sont toujours ignorées et non publiées. Leur révélation expliquerait trop de choses ! Elle le doit aussi aux manœuvres de sa grande presse et de ses diplomates, vendus à la politique anglaise depuis le voyage d'Edouard VII à Paris, aux agissements de Delcassé, mégalomane désireux de laisser un nom dans l'histoire, et de Poincaré, lorrain revanchard dont l'avènement à l'Elysée déclencha cette formidable réaction nationaliste dont les Millerand et les Etienne furent les artisans, et le rétablissement de la loi de trois ans le couronnement. Cette dernière mesure impliquait la guerre à brève

échéance, le pays étant incapable de supporter longtemps, un tel surcroît de dépenses.

Il n'y eût jamais entre la France et l'Allemagne un antagonisme d'intérêts économique si aigu qu'entre l'Allemagne et l'Angleterre. Un rapprochement eût été possible. Si le kaiser eût toujours nourri le dessein d'attaquer la France, il eût pu le réaliser il y a 15 ans bien mieux qu'en 1914, quand la Russie n'était pas prête et l'Angleterre hostile ! Toute l'Europe continentale eût pu s'unir, ses intérêts ne s'y opposaient pas. Mais chacun sait que la politique traditionnelle de l'Angleterre consiste à diviser les puissances du continent afin de conserver la maîtrise des mers, sous prétexte d'assurer « l'équilibre européen ».

Cette situation était prévue. En 1913, dans *La science moderne et l'Anarchie*, Pierre Kropotkine écrivait :

La bourgeoisie anglaise veut faire aujourd'hui, avec l'Allemagne, ce qu'elle fit, à deux reprises, pour arrêter pour cinquante ans ou plus, le développement de la puissance maritime de la Russie : une fois en 1855, avec l'aide de la Turquie, de la France et du Piémont, et une autre fois en 1904, en lançant le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique.

Ce qui fait que nous vivons depuis deux années sur le qui-vive, en prévision d'une guerre colossale qui peut éclater du jour au lendemain.

La diplomatie anglaise trouvant en M. Delcassé un auxiliaire dévoué s'occupa « d'encercler » l'Allemagne,

celle-ci sentant le danger, précipita ses préparatifs militaires. Ceux des alliés : loi de 3 ans et création de l'artillerie lourde en France, constructions navales en Angleterre, chemins de fer russes en Pologne, tractations avec l'Italie, etc., etc., ne pouvaient s'achever avant 1916 ou 1917. L'attentat de Sarajevo fut le prétexte. L'Allemagne brusquant les choses pour profiter de ses avantages, obligea les Alliés à subir une guerre qu'ils désiraient et préparaient activement, mais qu'ils n'eussent voulu déclarer qu'à leur heure !

Ces considérations n'ont pas pour but de justifier le rôle du parti militaire allemand, du commerce allemand, de la diplomatie et des gouvernants allemands. L'auteur de ces lignes, ennemi de toute exploitation et de toute tyrannie, déclare n'avoir aucune sympathie pour la tyrannie et l'exploitation exercées au - delà du Rhin comme en-deça, du reste ! Mais puisqu'on nous répète sans cesse : « La France injustement attaquée subit une guerre qu'elle a tout fait pour éviter », nous exposons la réalité en dénonçant les causes profondes du conflit, et les agissements de ceux qui, chez nous, l'ont rendu inévitable ; de même qu'en Allemagne une minorité sans cesse grandissante dénonce le rôle néfaste des hobereaux et des capitalistes de là-bas.

La crise de militarisme intensif régnant en Europe depuis vingt ans, s'ajoutant aux causes déjà exposées,

plaçait les gouvernants dans l'alternative d'en finir par une liquidation définitive ; chaque nation espérant bien que le vaincu serait à tel point écrasé, qu'on pourrait ensuite diminuer l'armement sans craindre une prochaine revanche.

Il se peut aussi que le désir de liquider des situations budgétaires inquiétantes en dissimulant des déficits inavoués, parmi les frais énormes d'une guerre européenne, et celui de liquider des situations politiques embarrassantes, en réalisant l'obligatoire *Union sacrée* devant l'ennemi, aient décidé les gouvernants à profiter de l'occasion, chaque alliance se croyant bien sûre de triompher rapidement.

Tous ces mobiles cachés sont inavouables. Aussi dans TOUS les pays en lutte, la discussion publique des causes de la guerre est interdite, et la pensée libre baillonnée.

Jamais l'idéalisme et le désintéressement n'ont joué un rôle si effacé dans les rapports entre nations, pourtant, jamais on a tant parlé d'honneur et de désintéressement.

JUSTIFICATIONS GOUVERNEMENTALES :

C'est que les armées sont devenues nationales, elles comprennent des millions de citoyens, et non plus quelques milliers de mercenaires. Pour obtenir l'enthousiasme

siasme guerrier, la résignation aux maux les plus terribles, il faut entretenir le moral des combattants et des civils. Pour cela on leur ment à jet continu. Ainsi nous voyons l'Allemagne se poser en défenseur de la civilisation occidentale contre la barbarie russe, elle qui a fourni au tsarisme ses réacteurs les plus implacables ; la Serbie invoquer le droit des nationalités, après avoir « digéré » la Macédoine bulgare ; la Belgique « défendre l'honneur et le droit », après avoir ensanglanté le Congo pour la récolte du caoutchouc ; l'Angleterre intervenir au nom du droit des peuples, qu'elle a si peu reconnu aux Indes, au Transvaal et ailleurs ; la France invoquer ses prétendus désirs de paix, après avoir fourni l'or de ses rentiers à la Russie en exigeant qu'une partie de ces emprunts ait une destination militaire ; l'Italie partir en guerre au nom d'un irrédentisme qui s'accommoda si longtemps d'une alliance avec l'Autriche ; la Russie mobiliser soi-disant pour la défense de la Serbie, qu'elle a ensuite laissé écraser sans rien tenter en sa faveur.

Des bourdes phénoménales nous furent prêchées : *guerre qui sera la dernière* : comme si la guerre pouvait tuer le « désordre organisé » de la société capitalo-étatiste ; contenant en germe de perpétuels conflits ; *guerre de races* : alors que les Alliés appellent à leur secours « les âmes et les peaux de toutes les couleurs » ; *guerre de nationalités* : alors que la Russie opprime la

Pologne, la Lithuanie, l'Ukraine, viole le statut finlandais, et traque les juifs, alors que l'Angleterre ajoute aux répressions du passé, la répression actuelle du mouvement irlandais, que l'Italie réclame les Slaves de l'Istrie et de la Dalmatie, et que la France impose la conscription aux Sénégalais et aux Arabes ; *guerre de libération* : tandis que nous sommes soumis à la dictature militaire de l'état de siège ; *guerre pour le Droit des peuples* : alors qu'aucun peuple n'a été consulté et que TOUS sont conduits à l'abattoir au nom d'accords, d'alliances, d'ententes dont ils ignorent les termes ; *guerre pour tuer le militarisme allemand, le plus exécrable des militarismes* : alors que tous les militarismes sont identiques, car il n'y a pas trente-six façons d'obéir passivement, de donner sa liberté et sa vie sans savoir pourquoi ; *guerre de défense contre l'agression* : alors que les plans de chaque état-major prévoyaient une offensive rapide en territoire ennemi, et que notamment le communiqué officiel français du 25 août 1914 disait : *On doit regretter que le plan offensif... n'ait pas atteint son but...*, c'est-à-dire ne nous ait pas mené directement à Berlin !

Bref, tous les belligérants veulent incarner le Droit, la Justice et le Progrès. Mais tous ne reconnaissent qu'un seul *ultima ratio* : la Force ; qu'un critérium : leur intérêt ! Et cet intérêt ne s'identifie pas avec l'intérêt collec-

tif qui réclame la paix au plus tôt, mais avec l'intérêt particulier des profiteurs de la situation, qui sont en même temps les maîtres de l'heure.

Plus que jamais triomphent la diplomatie secrète et le mensonge organisé, au service des puissances d'argent !

LES PARTIS D'OPPOSITION ET LA GUERRE :

Les naifs virent avec étonnement les militants de l'*Internationale* ouvrière se transformer en auxiliaires gouvernementaux dévoués, et se muer en colporteurs bénévoles des absurdités indiquées ci-dessus, en défenseurs acharnés d'organisations sociales qu'ils combattaient la veille. Il n'y a point lieu de s'en étonner. L'*Internationale* reposait sur une équivoque, elle conciliait le nationalisme et l'internationalisme, elle voulait rester dans les cadres légaux, malgré l'aveu du socialiste belge Des-trée : « *la légalité est sans issue* ». Elle ne reconnaissait pas que les gouvernements sont des machines d'oppression et de guerre et ne peuvent pas être autre chose. Elle ne faisait pas fi de ce qu'elle appelait l'*indépendance nationale*, mot vide de sens tant que l'indépendance individuelle et la restitution du patrimoine matériel accaparé par les classes nanties, ne sont pas assurées; elle accordait une importance considérable aux différences politiques entre nations, alors que pas une seule de

ces différences ne vaut la vie de milliers d'hommes, ces différences n'empêchant pas une identique exploitation économique. Le socialisme étatiste évoluant dans le cadre de l'Etat et voulant conquérir celui-ci était forcément amené à défendre cet Etat contre les Etats voisins, à se solidariser dans le bien comme dans le mal avec ses dirigeants.

LE DÉNOUEMENT

Malgré l'optimisme officiel et les chants de victoire poussés à tour de rôle par tous les belligérants, il est probable qu'après de multiples fluctuations et alternatives de fortune, après des carnages insensés, incapables cependant d'anéantir toute la force de résistance des nations aux prises, un état d'épuisement général amènera la fin de la guerre. Voici l'avis de l'écrivain anglais H.-G. Wells (1) dont les *anticipations* eurent souvent un caractère prophétique.

Les puissances de l'Europe centrale et leurs antagonistes alliés sont dans une impasse, incapables d'aboutir à un résultat définitif; jour par jour, heure par heure, les hommes, le matériel et l'argent disparaissent; et nous allons vers quelque chose d'inconnu, quelque chose qui ne s'est jamais produit avant notre époque, et que nous essayons de nous peindre à nous-mêmes par le mot « épuisement ». On peut se demander jusqu'à quel point les gens qui emploient ce mot si couramment pourraient

(1) *Le Temps*, 18 janvier 1916.

le définir. L'idée semble être celle d'une phase dans laquelle la production des forces combattantes cessera faute d'hommes, faute de matériel ou faute des deux. Si l'épuisement est à peu près égal de part et d'autre, il peut n'être pas décisif de longtemps. Il peut ne rien produire d'autre qu'une décroissance générale d'énergie, des souffrances sans précédent, une désorganisation et une dégénérescence sociales et économiques. Le fait que l'épuisement entraîne une immense hécatombe humaine et que les survivants seront, pour la plus grande part soumis à la discipline militaire, rend improbable la perspective d'une fin soudaine causée par une violente explosion révolutionnaire. L'épuisement sera vraisemblablement un travail d'évolution lente et complète, l'affaire de plusieurs années. Une guerre d'« usure » peut se prolonger jusqu'en 1918 ou 1919, et peut nous amener à un état de tension et de misère qu'on n'imagine encore que vaguement.

Le général von der Goltz en 1912, formulait ainsi un avis identique :

Les ressources économiques seront taries avant que les forces armées soient épuisées, car les opérations en France doivent forcément avoir un caractère trainant. Une guerre contre la Russie ne pourrait, dans aucun cas, se terminer en une seule campagne ; il en faudra toujours plusieurs pour arriver à un résultat quelconque.

On peut prédire que les guerres ne pourront se terminer autrement que par la complète destruction de l'un, ou l'épuisement entier des deux belligérants.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES :

L'établissement de la charité d'Etat (allocations, secours, etc.), l'exercice de la charité privée (aumônes, bonnes œuvres) atténuent et voilent les terribles consé-

quences économiques de la guerre. Mais au fur et à mesure que les milliards s'ajoutent aux milliards, l'avenir se charge toujours plus.

Au 30 septembre 1916 l'Europe aura consacré à l'œuvre de destruction environ 230 milliards — chiffre minimum parce que *chiffre officiel*. — A la même date, les différents crédits provisoires — sauf imprévus, c'est-à-dire augmentations — s'élèveront à 55 milliards pour la France, comme l'indique monsieur Ribot dans le projet de loi concernant les crédits provisoires pour le troisième trimestre de 1916. L'impôt ayant produit environ trois milliards par an depuis la guerre, si elle dure deux ans et demi — maintenant elle ne peut durer moins — en défalquant le produit de l'impôt, on constate qu'il restera une soixantaine de milliards, obtenus ou à obtenir de l'emprunt déguisé ou avoué, à court terme et à long terme, et par l'émission continuelle de papier monnaie. De toute façon ces soixante milliards seront entièrement dûs, *aucun parti n'ayant encore proposé de faire un feu de joie avec le grand livre de la Dette publique*. Les producteurs français sur qui retombent — comme ailleurs — toutes les charges, devront payer les arrérages de ces 60 milliards à des taux exorbitants. Si on y ajoute les frais de restauration des départements dévastés, les pensions promises aux millions de mutilés et de veuves, etc., etc., on constate

que le budget *doublera* immédiatement après la guerre.

L'importance des emprunts émis, l'augmentation continue du papier monnaie en circulation, dont le maximum est passé de 6 milliards et demi avant la guerre à 18 milliards, augmentation mettant la valeur de ce papier à la merci d'une panique; la levée des moratoria, la question des loyers, la mise à la charge de l'ensemble social d'une armée de mutilés improductifs, l'impossibilité d'obtenir — même totalement victorieux — une indemnité de guerre de l'Allemagne, saignée aux quatre veines par ses propres frais et dont la France ne serait pas seule à vouloir partager les dépouilles; tout cela nous permet d'affirmer que l'après guerre sera terrible!

Tant par l'impôt indirect que par l'impôt direct, l'Etat qui nous extorque déjà un tiers de notre salaire, nous en extorquera les deux tiers.

Sans doute l'argent dépensé n'est pas perdu pour tout le monde. Les débats sur les marchés et fournitures de guerre dans les différents Parlements confirment ce que nous savions déjà: Il reste dans les poches de la bourgeoisie capitaliste un tiers au moins des sommes déboursées, dime appréciable dont ces messieurs iront porter « patriotiquement » le produit aux guichets de l'Etat, afin que celui-ci leur serve de copieux arrérages. Les volés devront payer l'intérêt de l'argent ramassé dans le sang de leurs proches et dans le leur! ô civilisation!

La haute bourgeoisie admettant la moyenne et petite propriété à la curée, afin d'entretenir une classe tampon entre elle et les prolétaires, ces possédants de toute envergure, majorent leurs prix, inventent des prétextes, veulent grossir leurs bénéfices, depuis l'épicier du coin jusqu'à M. Schneider. Tout augmente... c'est la guerre ! Ces augmentations fabuleuses se maintiendront. Il faut bien que dès aujourd'hui, nous soyons habitués à ces prix élevés, car demain l'impôt se superposera à l'avidité des commerçants.

Ainsi se vérifie aujourd'hui comme elle se vérifiera demain, la parole ironique de Paul-Louis Courier : « *Le peuple paye est un axiome de tout temps, de tout pays, de tout gouvernement* ».

LA NOUVELLE OPPOSITION :

L'« *Union sacrée* » ayant pour effet de sanctionner cette duperie, une opposition réagissant contre elle, contre la collaboration des classes et la guerre « jusqu'au bout », s'est dessinée. Certains socialistes ont été à Zimmerwald. Une minorité ne se résignant plus au silence et dont on ne peut plus nier l'existence, s'affirme dans le sein du parti socialiste et de la C. G. T. Mais elle n'ose pas rompre avec des organisations périmées dont la faillite est évidente. Sous prétexte de ne pas détruire des Partis, des Fédérations, des Confédérations, des groupements dont l'unité repose sur l'équivoque et l'abdication de la pensée

personnelle ; ces opposants essayent de galvaniser des cadavres, de donner force et vie à des organismes usés, se cramponnent à des squelettes et des fantômes d'organisations ne représentant plus aucune force vivante, aucun principe actif. Ils n'osent pas sortir de la voie tracée par la routine et les « précédents historiques », ni proclamer les principes nouveaux de la « vraie lutte de classes », de la véritable opposition à la guerre ; basés sur l'antipatriotisme et les droits imprescriptibles de l'individu.

NOTRE OPPOSITION :

Nous sommes adversaires de la guerre parce que nous voulons que l'individu s'appartienne, au lieu d'être immolé sur l'autel des nécessités d'Etat, et des pseudo-intérêts collectifs. Peu nous importe d'être membres de nationalités grandes ou petites, politiquement émancipées ou asservies ; si PARTOUT *l'individu*, cellule sociale, base de tout groupement humain, doit s'incliner devant un contrat social imposé, subir un militarisme qu'il n'approuve pas, et une exploitation éhontée. Adversaires résolus des solidarités imposées, nous rejetons le patriotisme qui rend le mouton solidaire du berger et de ses chiens, et nous nous considérons en état de légitime défense contre tous les Etats et leurs représentants — pieuvres hideuses — perpétuelle menace contre nos libertés et nos vies.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas la reviviscence d'une

Internationale politique avec des chefs et des meneurs, la reprise de relations internationales de convention, pendant que la masse des peuples continuerait à s'ignorer et à se haïr ; mais la naissance d'un véritable sentiment internationaliste capable de briser l'entente des classes.

Il faut choisir : être patriote, et se résigner aux sacrifices ultimes que la Défense nationale comporte, s'incliner bénévolement devant les nécessités de cette défense, lorsque les agissements d'en haut l'ont rendue inévitable ; ou s'affirmer antipatriote en toutes circonstances, c'est-à-dire ennemi irréductible du capital national, adversaire résolu de l'ÉTAT-tyrannie.

Toute opposition qui ne tiendrait pas compte de cela, ne pourrait que réédifier une *Internationale* menteuse dont le véritable mot d'ordre serait encore : « *Travailleurs de tous les pays, égorgez-vous quand vos maîtres vous l'ordonnent* ».

PROLÉTAIRE ÉCOUTE :

Prolétaire, c'est à toi que nous nous adressons. Pourtant nous ne te croyons pas supérieur à tes maîtres. Depuis le début de la guerre, tu es parti, et tu pars encore en chantant ! Gorgé de mensonges entretenus par l'école, la presse, la caserne, enthousiaste et confiant, tu marches à la rencontre de troupeaux humains formés d'individus, ignorant comme toi les causes profondes

des de la tuerie, et les vrais responsables. Tu tires une vanité enfantine des hochets (croix, galons, etc.) distribués à ceux des tiens sachant le mieux tuer, tu te presses devant les revues. Au lieu de maudire les gouvernants, tu vas recevoir de leurs mains des certificats derisoires attestant que tes enfants sont morts pour la patrie, cet Ugolin femelle qui dévore ses fils pour leur conserver une mère. Soumis, passif, tu acceptes tout, les privations, la souffrance, la mort, les brutalités de tes chefs, une discipline militaire inouïe dans ses exigences et ses sanctions...

Malgré cela, nous nous adressons à toi, Prolétaire. Nous n'avons pas, en effet, à nous adresser aux détenteurs du Capital et des moyens de production, ni aux classes moyennes, à tous ceux pour qui la Patrie est une vache à lait. En échange des avantages matériels qu'elle leur assure, il est juste qu'elle leur demande des sacrifices. Ces privilégiés savent bien, du reste, esquiver les charges et les risques.

Nous te disons ceci :

Ce que l'inconscience soutient, une conscience plus grande peut le détruire. Prends conscience de tes intérêts et du droit de s'appartenir que tout individu devrait pouvoir faire respecter.

Ne possédant rien ou si peu de chose, est-il juste que tu sois envoyé périodiquement sur les champs de bataille pour défendre la propriété de tes Maîtres, soutenir leurs

désirs d'expansion, leur concurrence internationale, leurs appétits coloniaux ? que tu deviennes un outil de meurtre devant faire taire sa sensibilité, un pantin dont une poignée de chefs militaires, de diplomates et de financiers tirent les ficelles ?...

Sens-tu l'abjection de ton esclavage ?

Tu ne t'appartiens pas.

Dans les casernes, les hôpitaux, les cantonnements, des pancartes te le rappellent constamment. O souverain de pacotille, on te proclame libre, tu crois l'être, et dois pourtant t'immoler fort peu librement !

Puis, quand il plaira aux bourgeoisies des pays belligérants d'arrêter le conflit, quand leurs nations épuisées par la folie guerrière s'y résigneront, tu retomberas dans l'esclavage du salariat, et tu seras à nouveau obligé de louer tes bras ou ton cerveau pour subsister. Ceux qui aujourd'hui te flattent, « soutiennent ton moral », glorifient ton « héroïsme » te refuseront alors une bouchée de pain gratis. La paix même victorieuse, loin de t'apporter la sécurité que tu escomptes, le bien-être qu'on te promet, ne sera qu'une trêve pendant laquelle de nouvelles tueries se prépareront activement... ton destin sera encore celui d'un mouton bêlant, tondu pendant la paix, et envoyé ensuite à l'abattoir des guerres....

A moins que d'ici là les moutons ne deviennent enragés...

Août 1916.

UN SANS-PATRIE.

Vu le caractère de ce travail et le régime militariste que nous subissons, nous ne pouvons demander des fonds pour sa propagation aux camarades qui l'approuvent, mais nous leur recommandons de lire et d'aider le journal autorisé de Sébastien Faure :

Ce qu'il faut dire...

69, boulevard de Belleville, à Paris.